

# Pas d'avenir économique sûr sans sécurité armée!

L'armée suisse se bat pour sa réputation. Or, l'économie suisse ne devrait pas oublier que l'armée demeure un pourvoyeur de sécurité essentiel dans notre pays. *Thomas Daum*



Photo: Silvia Opliger

*Thomas Daum est directeur de l'Union patronale suisse.*

Au nombre des atouts de la Suisse, la sécurité et la stabilité occupent toujours une place de choix. Les enquêtes portant sur nos points forts mettent principalement en évidence les conditions sociales, le climat politique ainsi que – depuis quelque temps plus que jamais – la situation financière, les différences par rapport aux Etats comparables étant particulièrement marquées à ces titres. Toutefois la sécurité, au sens des moyens de réponse à la violence interne ou extérieure et de la préservation de l'indépendance de la Suisse, est moins souvent mentionnée, bien qu'elle soit le fondement même d'un Etat fort et productif.

Même parmi de nombreux représentants de l'économie, les questions de politique de sécurité ne retiennent pas toute l'attention qu'elles méritent. Depuis qu'a disparu le sentiment concret de la menace dont s'accompagnait la guerre froide, la sécurité est trop souvent considérée comme un bien désormais acquis, alors qu'elle demeure si rare et fragile, en tout cas sur le plan international. L'attente des «dividendes de paix» qui a succédé à la chute du Rideau de fer a brouillé la perception des risques sécuritaires restants et nouveaux, lesquels, d'ailleurs, ont toujours été beaucoup plus difficiles à identifier que les tanks du Pacte de Varsovie. Le 11 septembre 2001 ainsi que les nombreux attentats terroristes de ces der-

nières années nous ont certes clairement montré les dangers immédiats de l'extrémisme meurtrier. Mais ils n'ont déclenché aucun débat approfondi et à large échelle sur la politique de sécurité.

Les conséquences s'en font surtout sentir aujourd'hui sur le mandat, le déploiement et l'équipement de notre armée. Laquelle ne peut plus compter sur le large consensus dont elle bénéficiait encore dans les années 80. Après avoir consenti de très gros efforts d'économies lors de nombreux programmes d'allègement, elle est aujourd'hui déchirée entre la nécessité d'accomplir ses tâches essentielles exigeantes et des ressources insuffisantes. Dans ce dilemme, elle ne trouve d'ailleurs que fort peu de compréhension dans le public. Celui-ci, au contraire, ne semble pas autrement choqué de voir l'armée mijoter dans un état de sous-equipement sécuritaire qui l'expose au ridicule de prévisibles pannes. Bien entendu, cela nuit aussi à son image auprès des entreprises, qui n'accueillent plus aussi favorablement qu'en son temps le parallélisme des carrières militaires et des carrières professionnelles.

## L'économie devrait se soucier de l'armée

Face à la sérieuse menace de marginalisation de l'armée, l'économie doit reprendre conscience de ses intérêts élémentaires en matière de sécurité et s'interroger sur les capacités des forces de sécurité helvétiques. Elle constatera alors que l'armée est seule capable de maîtriser les tâches exigeantes ou de longue haleine de défense, de sécurité et de sauvetage, même à l'échelon dit des conflits de basse intensité. Avec les moyens dont elle dispose (encore), l'armée est à considérer comme la pourvoyeuse de sécurité en «dernier ressort» de notre pays. Une pourvoyeuse dont l'économie doit se soucier, en veillant aussi à la doter des ressources humaines dont elle a besoin. Si la sécurité n'est pas tout pour une économie, rien n'est concevable sans sécurité, pour l'économie aussi! ■